



HAL
open science

Chronique de l'opinion 1992 : les crises de confiance

Elisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg

► **To cite this version:**

Elisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg. Chronique de l'opinion 1992 : les crises de confiance. Pouvoirs - Revue française d'études constitutionnelles et politiques, 1993, 65, pp.145 - 161. hal-03197658

HAL Id: hal-03197658

<https://sciencespo.hal.science/hal-03197658>

Submitted on 10 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

1992 : les crises de confiance

ELISABETH DUPOIRIER et GÉRARD GRUNBERG*

La crise de confiance à l'égard du pouvoir et du Parti socialiste a atteint en 1992 un seuil critique. Cette crise a nourri et s'est nourrie de plusieurs autres crises : crise plus générale de la représentation, pessimisme en matière de perspectives économiques et sociales, angoisses devant le désordre international, les guerres, et les incertitudes liées à l'accélération de la construction européenne et à l'ouverture des marchés. Cet ensemble de crises a contribué fortement à mettre en péril, le 20 septembre, la ratification des accords de Maastricht par le peuple français.

I - L'USURE DES SOCIALISTES

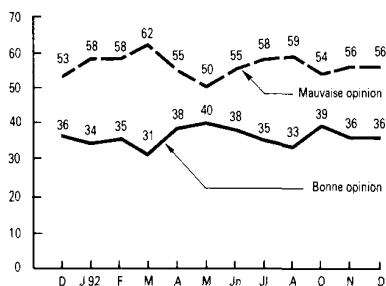
La fin de l'année 1991 avait été marquée par la brutale chute de popularité du Président de la République qui avait suivi le remplacement de Michel Rocard par Edith Cresson à Matignon. Sa cote passait entre mai et décembre 1991 de 56 % à 32 % à la SOFRES, de 57 % à 36 % à BVA, de 56 % à 22 % à l'IFOP et de 54 % à 29 % à Louis-Harris. L'année 1992 n'a pas vu se redresser la cote du Président, malgré le remplacement d'Edith Cresson par Pierre Bérégovoy au lendemain des élections régionales et cantonales de mars¹. Sa popularité moyenne sur l'ensemble de l'année s'établit à son point le plus bas depuis 1981 : 35,9 % à BVA, 27,2 % à l'IFOP et 37,2 % à Louis-Harris. La cote SOFRES, qui était de 58,7 % en 1989, 56,7 % en 1990 et de 51,7 % en 1991, décroche brutalement

* Elisabeth Dupoirier, directeur de recherche FNSP au CEVIPOF ; Gérard Grunberg, directeur de recherche CNRS au CEVIPOF.

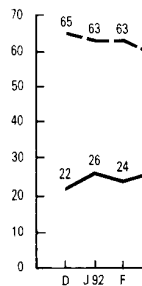
1. Cotes mensuelles du Président de la République : SOFRES/*Le Figaro Magazine* ; BVA/*Paris-Match* ; IFOP/*Le Journal du Dimanche* ; Louis-Harris/*L'Express*.

TABLEAU 1. — Les baromètres de popularité du Président de la République

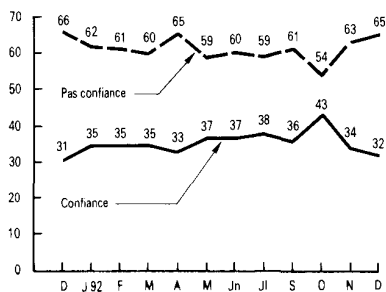
« Quelle opinion avez-vous de François Mitterrand en tant que Président de la République ? » (BVA).



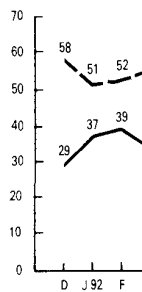
« Etes-vous satisfait de François Mitterrand comme Président de la République ? » (SOFRES).



« Faites-vous tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance à François Mitterrand pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ? » (SOFRES).



« Approuvez-vous François Mitterrand comme Président de la République ? » (Louis-Ha...)



en 1992 : 35,9 % (tableau 1). Qu'il s'agisse des indices de sympathie, de satisfaction ou du bilan de l'action, les niveaux rejoignent ceux des années 1983-1985. Le seul élément nettement positif du bilan est la construction européenne¹. Le Président se voit reprocher son attitude au moment de l'affaire Habache ou face à l'affaire du sang contaminé². Ainsi, quelle que soit par ailleurs la crise de confiance qui frappe les socialistes en général, François Mitterrand subit aujourd'hui personnellement les effets de cette crise.

Edith Cresson avait pulvérisé les records d'impopularité d'un Premier ministre sous la V^e République : entre 19 % et 27 % d'opinions positives selon les instituts au mois de mars 1992, au terme de dix mois de gouvernement. Pierre Bérégovoy s'est situé depuis sa nomination à Matignon à des niveaux sensiblement plus élevés. Sa cote SOFRES se situe d'emblée à 54 %, un niveau supérieur à celui d'Edith Cresson (49 %) lors de sa nomination, équivalent à celui des autres Premiers ministres prenant leurs fonctions en milieu de septennat : Laurent Fabius, 53 %, ou Jacques Chirac, 57 %. A son huitième mois à Matignon (décembre 1992), sa cote est de 42 % contre 46 % au même moment pour Jacques Chirac, 55 % pour Laurent Fabius et 26 % pour Edith Cresson. La situation du Premier ministre dans l'opinion, à la fin de l'année 1992, bien qu'elle soit incomparablement meilleure que celle de son prédécesseur et même que celle du Président, n'est pas suffisante pour inverser la tendance au rejet du pouvoir socialiste (tableau 2)³.

Le sentiment d'usure est celui qui domine dans l'opinion, s'agissant des socialistes⁴. En un an, ce sentiment est passé de 38 % à 53 % parmi les différents qualificatifs proposés, l'incompétence arrivant désormais au second rang (28 %). Pour les Français, la priorité est aujourd'hui que les socialistes « se refassent une santé dans l'opposition » (44 %) plutôt que « d'éviter la victoire de l'UDF et du RPR » (28 %). Pour retrouver la faveur des électeurs, il faudrait d'abord, selon les Français, que des condamnations aient lieu dans les différentes « affaires », et qu'ensuite le Gouvernement enregistre des succès dans leurs principaux domaines de préoccupation, et prioritairement celui de l'emploi. Mis en cause sur le double terrain de la morale et de la compétence, les socialistes suscitent une réaction de rejet de la part de l'opinion, qui s'exprime par un vote sanction lors des élections régionales : selon la SOFRES⁵, 51 % des électeurs ont voulu, à cette occasion, exprimer leur opposition à l'action du Gouvernement tandis que seulement 15 % ont voulu exprimer leur soutien. A l'oc-

1. SOFRES/Journaux de province, « Onze ans après », 18-23 avril 1992.

2. SOFRES/*Le Figaro*, « L'image de François Mitterrand et des socialistes », 22-26 février 1992.

3. Cotes mensuelles du Premier ministre : SOFRES/*Le Figaro Magazine* ; BVA/*Maris-Match* ; IFOP/*Le Journal du Dimanche* ; Louis-Harris/*L'Express*.

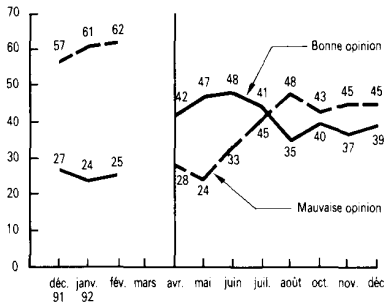
4. SOFRES/*Le Nouvel Observateur*, « L'image du PS à la veille de son Congrès de Bordeaux », 30 juin-2 juillet 1992.

5. SOFRES/*Multi-médias*, sondage postélectoral, 25-26 mars 1992.

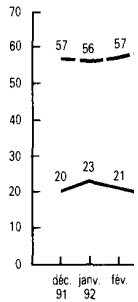
TABLEAU 2. — Les baromètres de popularité des Premiers mi

BVA/Paris-Match

Quelle opinion avez-vous du Premier ministre ?

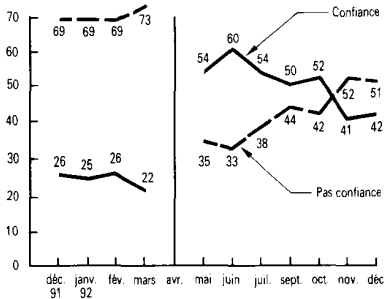


Etes-vous s
du Pr

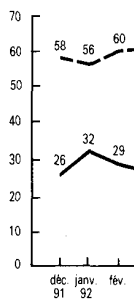


SOFRES/Figaro Magazine

Faites-vous confiance au Premier ministre
pour résoudre les problèmes
qui se posent en France actuellement ?



Approuvez-vo
l'action c



* Edith Cresson jusqu'en mars 1992 ; Pierre Bérégovoy depuis avril 1992.

casation des élections européennes de 1984, pourtant déjà très mauvaises pour le Parti socialiste, le vote sanction n'était que de 41 %, quand le vote de soutien atteignait 27 %. La cote SOFRES du Parti socialiste (bonne opinion) s'établit au point moyen le plus bas depuis 1981 : 42 % en 1985, année la plus mauvaise du premier septennat, 61 % en 1988, 58 % en 1989, 53 % en 1990, 47 % en 1991 et 37 % en 1992¹. Seule consolation pour les socialistes, ce sont deux d'entre eux, Jacques Delors et Michel Rocard, qui, en octobre 1992 comme en octobre 1991, occupent les deux premières places au classement SOFRES des « présidentiables »² (tableau 3).

TABLEAU 3. — *La cote SOFRES des présidentiables*

Question. — Pensez-vous que les personnalités suivantes pourraient faire un bon Président de la République ?

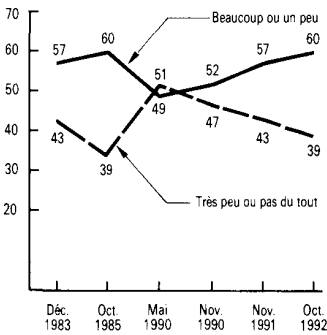
	Octobre 1992				
	Octobre 1991 (%)	(%)	Classement	Sympathisants gauche (%)	Sympathisants droite (%)
Jacques Delors	48	48	1	62	41
Michel Rocard	42	41	2	64	26
Laurent Fabius	30	16	10	21	11
Simone Veil	36	37	3	43	35
Raymond Barre	44	35	4	43	36
Jacques Chirac	36	35	4	18	58
Valéry Giscard d'Estaing	36	29	6	21	39
Philippe Léotard	27	21	7	16	30
Charles Pasqua	17	20	8	9	36
Philippe Seguin	16	18	9	13	26
Jean-Marie Le Pen	9	5	11	2	9

II — LA CRISE DE LA REPRÉSENTATION

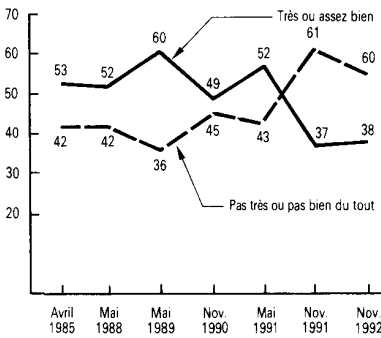
La crise de la représentation est réelle. Encore faut-il ne pas donner à ce terme une signification exagérément large et source de confusion. Les consultations de l'année 1992 ont montré que cette crise ne s'accom-

1. SOFRES/*Figaro Magazine*, cote mensuelle des partis politiques.

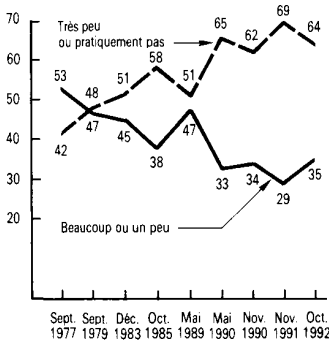
2. SOFRES/*Le Nouvel Observateur*, « La dimension présidentielle des leaders politiques », octobre 1992.



TABEAU 4
L'intérêt pour la politique
à travers les enquêtes de la SOFRES



TABEAU 5
Le fonctionnement de la démocratie
en France
à travers les enquêtes de la SOFRES



TABEAU 6
Les hommes politiques se préoccupent-ils
de ce que pensent les Français ?
à travers les enquêtes de la SOFRES

pagnait pas nécessairement d'une crise de la participation électorale. Elle ne se traduit pas non plus par une baisse de l'intérêt pour la politique. On n'observe aucune tendance longue à la « dépolitisation » (tableau 4)¹. Celle-ci varie toujours selon la conjoncture : en baisse dans les périodes d'apaisement des passions politiques — 49 % en mai 1990 — et en hausse dans les périodes d'affrontement — 60 % en 1985 et en 1992.

Cette crise de représentation n'est pas davantage liée à une crise des institutions. Le jugement porté par les Français sur le fonctionnement des institutions de la V^e République est très positif — 61 % contre 32 % d'opinions négatives —, plus positif, même, qu'en 1978 (56 % contre 27 %)². Hormis l'utilisation de l'article 49-3, les différentes dispositions de la Constitution sont plébiscitées par l'opinion, avec, au premier rang, celles qui permettent l'intervention directe et décisive des citoyens : le référendum et l'élection du Président de la République au suffrage universel. Les Français sont favorables au maintien du scrutin majoritaire pour les élections législatives, favorables à un mandat présidentiel de cinq ans et défavorables à l'instauration d'un véritable régime présidentiel. S'ils se déclarent hostiles à une situation de cohabitation, ils estiment que, dans un tel cas, c'est au Président de la République d'avoir le dernier mot en matière de politique étrangère et de défense.

Et cependant 60 % des Français ont aujourd'hui, comme l'an dernier (61 %), le sentiment que la démocratie en France fonctionne mal (tableau 5), alors qu'au cours des années 1985-1990, ce sentiment était minoritaire, oscillant entre 36 % et 45 %³. Deux aspects différents se conjuguent pour alimenter cette crise de la représentation. D'abord, la crise de confiance à l'égard de l'ensemble de la classe politique : depuis l'année 1990, qui a vu à nouveau se dégrader la situation de l'emploi, près des deux tiers des personnes interrogées estiment que « les hommes politiques se préoccupent peu ou pas du tout de ce que pensent les Français » (tableau 6), alors que ce chiffre était de 42 % en 1977. Les alternances et les résultats des différentes politiques mises en œuvre ont convaincu les Français qu'aucun des grands partis de gouvernement n'avait de solution à leurs problèmes. D'ailleurs, en dehors du domaine de l'immigration, ils ne voient plus de différence entre les solutions proposées et les politiques suivies par la gauche et par la droite. Aujourd'hui, moins d'un Français sur quatre s'estime bien représenté par au moins un parti ou un leader politique. Et la majorité des salariés s'estime mal représentée par les syndicats, tout en estimant — pour la

1. SOFRES/Journaux de province, « Les Français, la politique et la représentation », 7-9 octobre 1992.

2. SOFRES/*Multi-médias*, « Les Français et les institutions », 5-9 novembre 1992.

3. *Ibid.*

première fois depuis 1983 — que l'influence des syndicats n'est pas assez importante. C'est dans le décalage entre le besoin de représentation et l'insatisfaction à l'égard des instances actuelles de représentation qu'il faut donc appréhender ce premier aspect de la crise actuelle de la représentation.

A cet aspect relatif à la compétence et à la capacité d'écoute des hommes politiques, s'ajoute le discrédit moral qui frappe désormais la classe politique française et tout particulièrement les socialistes. Ce discrédit a pour point de départ « l'affaire de l'amnistie » en 1990. L'affaire du sang contaminé a aggravé la situation. Invités par CSA à préciser les événements de l'année qui les ont le plus marqués, les Français mettent en première position cette dernière affaire (96 %), et en seconde le dépassement de la barre des trois millions de chômeurs (90 %). Ce classement constitue un court mais éloquent résumé de l'actuelle crise de la représentation¹.

III — LE PESSIMISME AMBIANT

Comme nous l'avons suggéré, la crise de la représentation est liée à la dégradation du climat économique et social perçue par les Français. Dès janvier 1992, l'indice d'humeur de l'IFOP s'établit à 21, point le plus bas depuis sa création en 1983², en baisse de 18 points par rapport au début de l'année précédente. Selon la SOFRES, en décembre 1992, 74 % des Français perçoivent une détérioration de l'économie française (76 % en 1991, 53 % en 1990, 24 % en 1989 et 36 % en 1988)³. A la même date et pour la première fois depuis 1987, une majorité relative de Français (34 %), mais une majorité absolue de salariés du privé (58 %), estiment qu'ils risquent de perdre leur emploi dans les mois à venir (tableau 7). Cette crise du moral des Français achève le tableau aux teintes sombres de l'état de l'opinion en 1992 et permet de resituer le référendum du 20 novembre dans son environnement social, moral et politique.

IV — L'EUROPE : LA DIALECTIQUE DE L'OUVERTURE ET DU REPLI

L'année 1992 est celle où l'Europe devient un véritable enjeu politique. L'approche de la date d'ouverture du Marché unique et le choix de la voie référendaire pour ratifier les accords de Maastricht font pour la première fois de l'Europe un objet de controverse politique.

1. CSA/*Le Parisien*, 10-12 décembre 1992.
2. IFOP/*Le Nouvel Economiste*, 17-27 janvier 1992.
3. SOFRES/*Journaux de province*, 4-8 décembre 1992.

TABLEAU 7. — *La crainte du chômage des salariés du secteur privé à travers les enquêtes de la SOFRES*

Question. — Pour vous personnellement, pensez-vous qu'il n'y a aucun risque que vous perdiez votre emploi dans les mois à venir ou qu'il y a un risque que vous le perdiez ?

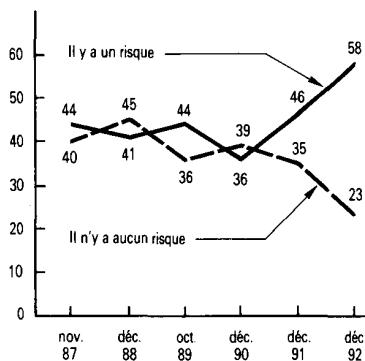


TABLEAU 8. — *Le vote au référendum du 20 septembre (en %)*

	Ont voté OUI	Ont voté NON	Différence OUI/NON
En France, la démocratie fonctionne...			
Très bien	81	19	+ 62
Plutôt bien	68	32	+ 36
Plutôt mal	28	72	— 44
Très mal	13	87	— 74
Pour votre avenir personnel ou professionnel, êtes-vous...			
Très confiant	78	22	+ 56
Plutôt confiant	76	24	+ 52
Plutôt inquiet	39	61	— 22
Très inquiet	17	83	— 66

Source : BVA.

Dès janvier, une enquête de la SOFRES montre l'ambivalence des sentiments européens des Français¹. D'un côté ils voient bien les avantages que comporte la construction européenne en termes de sauvegarde de la paix en Europe et de capacité à faire face à la concurrence économique mondiale. Ils sont en conséquence favorables à la mise en place d'une politique étrangère et d'une défense communes ainsi qu'à la création d'une monnaie unique. Mais d'un autre côté, 58 % voient l'ouverture du Grand Marché avec inquiétude plutôt qu'avec confiance (35 %), et un tiers seulement juge que la France a tiré jusqu'ici bénéfice de son appartenance à la CEE quand 54 % contestent ce bénéfice. Surtout, le pronostic en termes d'avantages ou inconvénients à attendre de la poursuite de la construction européenne divise les Français en deux camps égaux — 37 % d'optimistes, 35 % de pessimistes — et laisse 28 % sans opinion. Le clivage dominant est celui du niveau d'instruction : la proportion d'optimistes, 56 % chez les personnes possédant un diplôme de l'enseignement supérieur, décroît régulièrement pour n'être plus que de 25 % parmi les non-diplômés. Ainsi, dès le début de l'année, la crainte de l'inconnu et des risques encourus nourrit l'inquiétude d'une partie de la population.

La campagne référendaire fournit l'occasion d'une cristallisation de ces inquiétudes latentes qui s'expriment par une montée en force des « préoccupations nationales ». Selon une enquête de la SOFRES réalisée à la fin août, 69 % des enquêtés estiment à cette date que la priorité est de défendre les intérêts de la France dans la CEE, tandis que 27 % donnent la priorité à la poursuite de la construction européenne. La même enquête fait apparaître que pour 42 % le marché unique va aggraver les difficultés économiques de la France tandis que 25 % estiment qu'il va les réduire².

Le jour du référendum, deux postures face à l'avenir — l'une optimiste, l'autre pessimiste — vont structurer les votes. Ainsi, le sondage réalisé par BVA à la sortie des urnes fait apparaître une relation remarquable entre le vote référendaire et d'une part le degré de confiance dans l'avenir personnel, d'autre part le jugement sur le fonctionnement de la démocratie (tableau 8)³.

La victoire du oui est portée par le soutien à la construction européenne des couches moyennes-supérieures et supérieures, d'un niveau d'instruction supérieur ou égal au baccalauréat. En revanche, dans la partie de la population qui n'appartient pas à des milieux sociaux ou régionaux favorables à la construction européenne*, la tendance au repli l'a emporté. La convergence des crises analysées plus haut a joué dans le sens du vote non. La conjonc-

* O. Duhamel, G. Grunberg, Les dix France, *Le Monde*, 25 septembre 1992, et Référendum : les dix France, in SOFRES, *L'état de l'opinion 1993*, Paris, Le Seuil, p. 79-84.

1. SOFRES/ministère des Affaires européennes, « Les Français face à la construction de l'Europe », 22-23 décembre 1991.

2. SOFRES/TF1/*Le Figaro*, « Les Français et le référendum sur le traité de Maastricht », 21-24 août 1992.

3. BVA/*Multi-médias*, sondage sortie des urnes, 20 septembre 1992.

ture politique, économique et sociale a cristallisé dans un réflexe de « défense nationale » un ensemble de mécontentements, qui s'étaient déjà exprimés d'une autre manière aux élections régionales.

Cette tendance au repli a eu l'occasion de s'exprimer une nouvelle fois lors de la controverse sur le volet agricole des accords du GATT. Une enquête BVA du 27 novembre¹ montrait une opinion française massivement favorable (62 %) à ce que le Gouvernement français exerce si nécessaire son droit de veto, même au prix d'une crise européenne, tandis que 21 % seulement des personnes interrogées préféreraient une approbation de ces accords, même au prix d'un conflit avec les agriculteurs français. L'année 1992 marque donc bien une rupture dans le rapport d'une part importante de l'opinion française avec la construction européenne.

V — LES PERSPECTIVES POLITIQUES

1992 est aussi la dernière ligne droite avant les législatives de mars 1993 : l'opposition capitalise le rejet des socialistes sans toutefois bénéficier en fin d'année d'un élan comparable à celui de l'année 1985 ; les Français comptent sur les écologistes pour rouvrir le jeu politique après mars ; la perspective d'une nouvelle cohabitation ne soulève pas l'enthousiasme.

La coalition UDF-RPR est donnée gagnante

L'année 1992 s'achève avec un acquis de poids pour la coalition UDF-RPR : les Français ont la conviction qu'elle est d'ores et déjà majoritaire dans le pays. C'est un retournement de situation par rapport à l'année précédente où l'opinion croyait encore à la position dominante des socialistes². La perspective d'une victoire UDF-RPR est jugée « plutôt comme une bonne chose » par 43 % des Français — contre 23 % de jugements négatifs et 23 % de jugements indifférents — quand l'hypothèse d'un maintien au pouvoir du Parti socialiste est considérée comme « plutôt une mauvaise chose » par 42 % — contre 26 % de jugements positifs et 21 % de jugements indifférents³.

Le transfert de confiance et de crédibilité

Le principal atout de l'opposition parlementaire réside dans la perte de confiance à l'égard de la gauche : 40 % des Français font, en mai 1992, globalement confiance à l'UDF-RPR plutôt qu'au PS (26 %) pour « conduire

1. BVA/*Paris-Match*, 27-28 novembre 1992.

2. SOFRES/*Journaux de province*, « L'image comparée de la gauche et de l'opposition », 12-14 mai 1992.

3. SOFRES/*Le Figaro*, « La perspective des élections législatives et l'image de l'opposition », 5-9 juin 1992.

TABLEAU 9. — *La confiance respective dans la gauche et dans l'opposition pour « conduire les affaires du pays » à travers les enquêtes de la SOFRES*

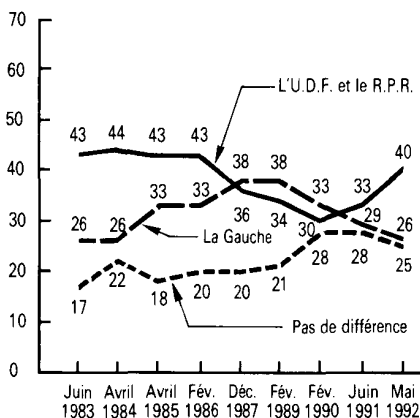


TABLEAU 10. — *La crédibilité comparée de la majorité et de l'opposition en matière de réformes*

	Majo- rité actuelle	Oppo- sition RPR- UDF	Ni l'un, ni l'autre	NSP	Ecart majorité/ oppo- sition	Rang d'ur- gence
L'environnement	41	32	17	10	+ 9	6
La protection sociale	34	44	11	11	— 10	2
L'éducation et la formation	33	43	15	9	— 10	1
Les services publics	29	46	15	12	— 15	8
Les institutions de la V ^e République	28	44	13	15	— 16	9
La fiscalité	27	48	15	10	— 21	7
La sécurité	23	57	11	9	— 34	5
Le fonctionnement de la justice	22	50	16	12	— 29	3
L'immigration	21	57	13	9	— 36	3

Source : BVA.

les affaires du pays », 25 % considèrent qu'il n'y a pas de différence. Il faut remonter aux « années noires » socialistes de 1983-1984 pour retrouver pareil écart de confiance entre la majorité présidentielle et l'opposition¹ (tableau 9). Le sondage réalisé par BVA dans les derniers jours de décembre pour tester la crédibilité comparée des socialistes et de l'opposition en matière de réformes² donne un net avantage à cette dernière dans tous les domaines testés, à l'exception de l'environnement que les Français ne classent qu'au sixième rang sur neuf des réformes qu'ils considèrent comme les plus urgentes (tableau 10).

Mais 1992 n'est pas 1985

S'il est clair que face aux socialistes l'UDF et le RPR bénéficient d'un transfert de confiance de l'opinion, les ressources propres de la coalition restent fragiles, en deçà de celles dont elle bénéficiait à la veille des élections législatives de 1986. 1992 n'est pas 1985. On ne retrouve pas le courant d'adhésion à l'opposition observé il y a sept ans. En juin 1985, 45 % des personnes interrogées par la SOFRES se déclaraient proches de l'opposition contre 42 % éloignées ; en juin 1992³, le résultat est inversé : 48 % se sentent éloignées, 42 % seulement proches (tableau 11). A neuf mois de l'échéance de mars 1993, l'adhésion de l'opposition se trouve limitée à ses soutiens traditionnels : les plus de cinquante ans, les petits indépendants, les cadres et les inactifs. A la différence de 1985, son impact est désormais négatif auprès des femmes (indice d'attraction — 15) et des trente-cinq-quarante-neuf ans (indice — 11). Et le rejet s'est accentué au sein des couches moyennes et populaires (tableau 12)⁴.

Les fragilités propres de la coalition UDF-RPR

Celle-ci aborde la campagne législative avec l'image d'une coalition peu unie — selon 76 % des Français et 73 % de ses sympathisants —, et qui n'a pas su renouveler suffisamment ses dirigeants — de l'avis de 64 % des Français et de 60 % de ses sympathisants. Quant à la mobilisation de son propre électorat, elle demeure en deçà de celle observée dans le courant de l'année précédant les élections législatives de 1986 : en octobre 1992, 53 % (au lieu de 66 % en juin 1985) des sympathisants UDF-RPR jugent la coalition « proche des préoccupations des gens comme vous ». Et sur ce point, la conviction des sympathisants de l'UDF est bien plus limitée que celle des sympathisants RPR⁵.

1. Cf. n. 2, p. 159.

2. BVA/*Le Nouvel Observateur*, « L'opinion et les réformes », 18-19 décembre 1992.

3. Cf. n. 3, p. 159.

4. *Ibid.*

5. SOFRES/*Le Figaro*, « L'image de l'opposition auprès des Français », 24-28 octobre 1992.

TABLEAU 11. — *L'évolution de l'attraction de l'opposition à travers les enquêtes de la SOFRES*

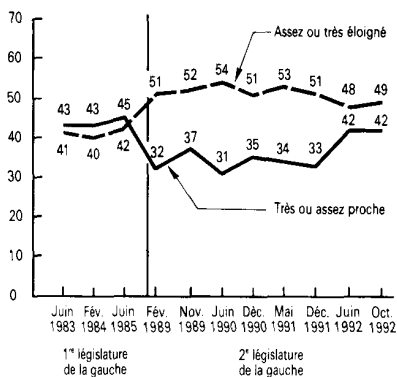


TABLEAU 12. — *L'attraction de l'opposition (comparaison juin 1985-juin 1992)*
Indice d'attraction ⁽¹⁾

	Juin 1985	Juin 1992
<i>Ensemble</i>	+ 3	— 6
<i>Sexe</i>		
Hommes	+ 6	+ 4
Femmes	0	— 15
<i>Age</i>		
18-24 ans	— 14	— 24
25-34 ans	— 14	— 21
35-49 ans	+ 11	— 11
50-64 ans	+ 20	+ 3
65 ans et plus	+ 13	+ 19
<i>Profession du chef de famille</i>		
Agriculteur	+ 31	+ 45
Petit commerçant, artisan	+ 25	+ 2
Cadre supérieur, profession libérale	+ 16	+ 14
Profession intermédiaire, employé	— 8	— 20
Ouvrier	— 12	— 31
Inactif	+ 12	+ 11

⁽¹⁾ Indice d'attraction : écart entre les personnes se déclarant « très proche » ou « assez proche » de l'opposition et celles se déclarant « assez éloigné » et « très éloigné » de l'opposition.

Sources : Enquêtes SOFRES.

L'émergence d'un pôle écologiste

Que l'on interroge les Français sur le type de majorité parlementaire qui aurait leur préférence, ou sur la formule de gouvernement qu'ils souhaitent, un même souci majoritaire se dégage : casser le clivage bipolaire gauche contre droite. La solution ? L'appoint d'un pôle écologiste pour ce qui concerne la future majorité parlementaire, l'alliance au centre et avec les écologistes pour ce qui concerne le futur gouvernement. Il en résulte deux choix dominants en matière de formule gouvernementale, désignés chacun par 23 % de l'opinion : un gouvernement PS/écologistes/centristes qui a la préférence de 44 % des sympathisants du PS et de 47 % des écologistes ; un gouvernement RPR-UDF/écologistes qui est le choix dominant des sympathisants UDF (45 %) et de 41 % de ceux du RPR (tableau 13)¹.

TABLEAU 13. — *La formule gouvernementale souhaitée* (en %)

Question. — Après les prochaines élections législatives, quelle est la formule de gouvernement qui aurait votre préférence ?

	Ensemble des Français	Electeurs écologistes
Un gouvernement Parti socialiste/écologistes soutenu par le Parti communiste	10	14
Un gouvernement Parti socialiste/centre gauche	8	3
Un gouvernement Parti socialiste/écologistes/centristes	23	47
Un gouvernement RPR-UDF (Parti républicain et centristes)/écologistes)	23	25
Un gouvernement RPR-UDF	16	2
Un gouvernement RPR-UDF/Front national	7	2
Sans opinion	13	7
	100	100

Source : SOFRES.

1. SOFRES/Le *Nouvel Observateur*, « Les Français, la perspective des élections législatives et la naissance d'un pôle écologiste », 21-25 novembre 1992.

TABLEAU 14. — *L'évolution des souhaits des électors UDF et RPR sur la cohabitation (SOFRES) (en %)*

Question. — Si le RPR et l'UDF gagnent les prochaines élections législatives, souhaitez-vous...

- qu'ils acceptent de gouverner sous la présidence de M. Mitterrand pour appliquer leur programme ;
- qu'ils refusent de gouverner tant que M. Mitterrand reste Président de la République.

	Février- mars 1986	Octobre 1992
<i>Electorat UDF</i>		
UDF et RPR acceptent de gouverner...	70	38
UDF et RPR refusent de gouverner...	22	55
NSP	8	7
	100	100
<i>Electorat RPR</i>		
UDF et RPR acceptent de gouverner...	62	40
UDF et RPR refusent de gouverner...	30	53
NSP	8	7
	100	100
<i>Ensemble des Français</i>		
UDF et RPR acceptent de gouverner...	65	49
UDF et RPR refusent de gouverner...	21	35
NSP	14	16
	100	100

Sources : Enquêtes SOFRES.

C'est sous la forme de force d'appoint cantonnée uniquement dans des responsabilités techniques que la grande majorité des Français (61 %) envisage la participation d'écologistes à une coalition gouvernementale, seuls 21 % les voient en charge de « ministères importants » que leur confieraient néanmoins 41 % des électeurs écologistes¹.

1. Cf. n. 1, p. 163.

La perspective de la cohabitation

Les Français, de droite comme de gauche, n'ont pas gardé un bon souvenir de la période de cohabitation entre 1986 et 1988 : 47 % (contre 35 %) la jugent rétrospectivement « plutôt négative ». La perspective d'une nouvelle cohabitation à partir de 1993 est encore plus mal vécue : 53 % sont contre, 30 % pour¹.

Il s'agit bien des deux seuls points sur lesquels les Français tombent d'accord, quelle que soit leur sensibilité politique. Pour le reste, c'est l'antagonisme des positions de la gauche et de la droite qui ressort des enquêtes et tout spécialement le durcissement de la position des électeurs UDF-RPR quant au principe même de cohabitation : 55 % des UDF et 53 % des RPR préfèrent que le RPR et l'UDF « refusent de gouverner avec François Mitterrand » en cas de victoire législative plutôt que d'accepter de gouverner avec le Président de la République « pour appliquer leur programme » (respectivement 38 % et 40 %)². Leurs souhaits actuels sont radicalement différents de ceux de la période 1985-1986 où 60 % d'entre eux préféreraient la cohabitation à l'affrontement avec le Président de la République (tableau 14). Mais sur le point de savoir si, en cas de victoire, l'UDF et le RPR « auront les moyens de contraindre M. Mitterrand à quitter ses fonctions », 46 % des sympathisants de droite sont pessimistes, seuls 38 % sont optimistes³. Autrement dit, les électeurs de droite adressent à la coalition présumée victorieuse un message ambigu : refusez la cohabitation... si vous en avez les moyens... De quoi renforcer la perplexité des dirigeants des partis de l'opposition quant à la conduite à tenir, le jour venu, face à François Mitterrand.

1. SOFRES/*Le Figaro Magazine*, « Les Français et la perspective d'une nouvelle cohabitation en mars 1993 », 23-24 octobre 1992.

2. *Ibid.*

3. SOFRES/*Journaux de province*, « Les Français et l'éventualité d'une nouvelle cohabitation », 30 juin-2 juillet 1992.